

Une agriculture écologique, indissociable du progrès social

La Confédération Paysanne, Attac, Greenpeace, France Nature Environnement (FNE), Notre Affaire à Tous, MIRAMAP, Générations Futures, Combat Monsanto et Vitenam Dioxine

Tribune publiée par Libération le 24 septembre 2020

Plusieurs associations et collectifs lancent un mouvement citoyen le samedi 17 octobre pour changer de modèle agricole. Pour garantir à tous une alimentation saine, ils appellent notamment à revoir la politique agricole commune pour qu'elle soutienne des exploitations à taille humaine.

Tribune. Manger est un besoin quotidien vital si essentiel qu'on oublie parfois combien le satisfaire peut devenir difficile au moindre grain de sable dans les rouages. Un grain aussi petit qu'un virus, par exemple.

La crise sanitaire a mis en exergue la vulnérabilité de notre système agricole et alimentaire. Le nombre de demandeur·euse·s de l'aide alimentaire, au nombre de 5,5 millions avant la crise, est passé à environ 8 millions de personnes : l'accès à une alimentation de qualité pour tou·te·s est encore loin d'être garanti. Les agriculteur·rice·s et éleveur·ses qui ont continué à travailler pour nous nourrir, souffrent souvent d'une grande précarité, près d'un quart d'entre eux vivant sous le seuil de pauvreté. En 2019, on comptait plus d'un suicide d'agriculteur·rice par jour, soit 20 % de plus que dans le reste de la population.

L'impact du changement climatique

Parallèlement, alors que l'agriculture mondiale est à l'origine de 24 % des émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique touche déjà durement celle-ci, et va marquer encore plus fortement les pratiques et rendements agricoles. Pourtant, les politiques actuelles ne prennent pas en compte ces bouleversements qui sont appelés à s'intensifier, comme peut en témoigner la récente décision du gouvernement de réintroduire pour les cultures betteravières des pesticides dangereux (néonicotinoïdes), interdits en 2018.

Nous devons changer de paradigme, à tous les échelons possibles : européens, nationaux, mais aussi territoriaux. D'ici fin 2021, la Politique agricole commune (PAC) sera renégociée à la fois au niveau européen et au niveau national. C'est l'occasion ou jamais d'exiger qu'une autre agriculture soit mise en place. Le samedi 17 octobre, lendemain de la journée mondiale de l'Alimentation, est le moment idéal pour lancer un vaste mouvement citoyen exigeant un changement du modèle agricole.

L'agriculture que nous appelons de nos vœux est au service d'une alimentation de qualité, saine et accessible à toutes et tous. Elle rémunère correctement les travailleur·ses et revalorise ses métiers. Cette agriculture paysanne écologique, dont fait partie l'agriculture biologique, répond aux enjeux de santé, d'environnement et de biodiversité. Elle permet à chacun·e de consommer local, de saison, et construit notre résilience alimentaire face aux crises.

Notre organisation sociale doit également changer fondamentalement pour recréer un équilibre territorial propice à une société plus juste, durable et humaine. L'agriculture telle que nous la promovons pourra créer plus d'un million d'emplois pérennes, non délocalisables, désengorger le milieu urbain et dynamiser des zones rurales à ce jour abandonnées par l'État.

12 revendications pour une transition agricole et alimentaire

Pour cela, nous appelons les pouvoirs publics, à tous les échelons, à suivre nos propositions comme un ensemble cohérent pour la transition agricole et alimentaire. Des revendications déjà portées par de nombreux collectifs et associations, comme la plateforme Pour une autre PAC, ou encore la Convention citoyenne pour le climat. Ainsi, nous demandons :

- **l'abandon des accords internationaux de libre-échange** tels que le Ceta et le Mercosur ;
- la **revalorisation du travail des agriculteur·rice·s** afin qu'il·elles puissent privilégier la qualité à la quantité, tout en vivant dignement de leur activité, par une régulation des marchés (quotas laitiers par exemple) et des relations commerciales assurant des prix agricoles stables et rémunérateurs couvrant les coûts de production ;
- la **priorisation d'une agriculture paysanne** avec des parcelles à taille humaine, notamment par le remplacement, dans le cadre de la PAC, des aides à l'hectare par des aides à l'actif plafonnées par exploitation, pour soutenir l'emploi et l'installation, et non encourager l'agrandissement et l'industrialisation des structures agricoles ;
- **l'accompagnement immédiat par l'Etat des agriculteur·rice·s** vers des pratiques relevant de l'agroécologie paysanne dont l'agriculture biologique, via des enseignements et formations renouvelées et un soutien financier, y compris pour la labellisation en bio des structures agricoles ;
- la **relocalisation de l'alimentation** des animaux d'élevage (application réelle du plan protéines végétales, zéro déforestation importée, lien au sol obligatoire) ;
- la **création d'une sécurité sociale de l'alimentation** permettant à tous les citoyen·ne·s d'accéder à une alimentation de qualité, diminuant les risques de maladies induites par une alimentation industrielle, ultra-transformée et déséquilibrée et part la dégradation de l'environnement liée à l'agriculture intensive ;
- la **reprise par les communes des terres agricoles abandonnées** pour une conversion à l'agriculture biologique et un moratoire sur les projets imposés et polluants entraînant l'artificialisation des terres agricoles et forestières sur les territoires ;
- la **réévaluation des critères des commandes publiques** afin de favoriser les circuits courts, les produits saisonniers et bio et une alimentation équilibrée donnant plus de place aux protéines végétales, notamment dans la restauration collective ;
- **l'interdiction effective** de production et importation de produits issus du brevetage du vivant (**OGM**) ;
- **l'interdiction immédiate des pesticides les plus dangereux** pour la santé (CMR et perturbateurs endocriniens) et pour les pollinisateurs, un soutien massif aux paysan·ne·s pour les accompagner dans la transition et l'affranchissement des pesticides de synthèse à courte échéance, avec notamment le développement d'alternatives naturelles à ces produits ;
- la **reconnaissance et la prise en charge des victimes des pesticides** de synthèse et autres produits toxiques utilisés dans le milieu agricole ;
- **l'introduction de règles ambitieuses améliorant la bien-être animale** en concertation entre monde paysan, consommateur·rice·s et associations de bien-être animal (abattage de proximité, accès à l'extérieur, etc.).